

mazars

61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

 **Grant Thornton**

29, rue du Pont
92200 Neuilly sur seine

IPSOS S.A

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

IPSOS SA

Société anonyme
RCS Paris 304 555 634

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée générale de la société Ipsos,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Ipsos SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participation

(Notes 5.2 et 7.1 de l'annexe des comptes annuels)

Risque identifié

Au 31 décembre 2023, les titres de participation sont inscrits au bilan pour une valeur nette comptable de 1 045 M€. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'achat hors frais accessoires.

Les titres de participation font l'objet d'une évaluation globale à chaque clôture. Lorsque la valeur recouvrable des titres est inférieure à leur valeur nette comptable, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Comme indiqué dans la note 5.2 de l'annexe des comptes annuels, la valeur recouvrable des titres de participation est la valeur la plus élevée entre leur valeur d'utilité et la juste valeur :

- La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs. Les estimations sont faites sur la base de données prévisionnelles provenant de budgets et plans établis par la direction ;
- La juste valeur peut être basée sur la quote-part des capitaux propres de la filiale ou sur des multiples de chiffre d'affaires et de résultat retenus lors de transactions récentes et tenant compte des niveaux d'activité, de la rentabilité passée ou prévisible et des facteurs économiques, financiers ou sectoriels.

Compte tenu de l'importance significative de la valeur des titres de participation au bilan, de la sensibilité des modèles aux variations de données et des hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations et jugements de la direction, nous avons considéré l'évaluation de la valeur recouvrable des titres de participation comme un point clé de notre audit.

Réponses apportées lors de notre audit

Nos travaux ont consisté à :

- Prendre connaissance des processus mis en place par la direction pour évaluer la valeur recouvrable des titres de participation et examiner les modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation, notamment s'agissant de la détermination des multiples de chiffre d'affaires et de résultat retenus ;

- Apprécier, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs recouvrables des titres de participation, en vérifiant, notamment, que l'estimation des valeurs recouvrables des titres de participation déterminée par la direction est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés ;
- Vérifier, la concordance des données utilisées dans la réalisation des tests de dépréciation des titres de participation avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques par leurs contrôleurs légaux ;
- Tester par sondages l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs retenues par la société.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L. 22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-11 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur Général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Ipsos SA par votre assemblée générale du 31 mai 2006 pour le cabinet Grant Thornton et du 24 avril 2017 pour Mazars SA.

Au 31 décembre 2023, le cabinet Grant Thornton était dans la dix-huitième année de sa mission sans interruption et Mazars dans la septième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations

fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.


Les Commissaires aux comptes

Mazars

Courbevoie, le 12 avril 2024

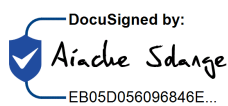
GRANT THORNTON

Neuilly-sur-Seine, le 12 avril 2024

DocuSigned by:
 JULIEN MADILE
90515ED1C51A47C...

Julien MADILE

Associé

DocuSigned by:
 Aïache Solange
EB05D056096846E...

Solange AÏACHE

Associée

A photograph of a woman with a large afro hairstyle and a young girl with her hair in a bun, both looking at a smartphone held by the woman. The girl is holding a small brown teddy bear with a blue bow. The background is a softly lit indoor space.

Comptes annuels sociaux

Ipsos SA

31 décembre 2023



Comptes annuels sociaux– Ipsos SA

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

1	Compte de Résultat	3	7.7	Capitaux propres	14
2	Bilan	4	7.8	Provisions pour risques	15
3	Tableau des flux de trésorerie	5	7.9	Emprunts et dettes financières	15
4	Faits marquants de l'exercice	6	7.10	Dettes d'exploitations	16
5	Règles et méthodes comptables	6	7.11	Dettes diverses	16
5.1	Immobilisations incorporelles et corporelles	6	8	Engagements financiers et autres informations	17
5.2	Immobilisations financières	6	8.1	Engagements financiers	17
5.3	Créances	7	8.2	État des produits à recevoir et charges à payer	17
5.4	Engagements de retraite	7	8.3	Informations concernant les entreprises liées	18
5.5	Valeurs mobilières de placement et actions propres	7	8.4	Instruments financiers	18
5.6	Opérations en devise	7	8.5	Effectif moyen	18
5.7	Recours à des estimations	8	8.6	Rémunération des dirigeants	19
6	Notes sur le compte de résultat	9	8.7	Événement post-clôture	19
6.1	Ventilation du chiffre d'affaires	9	8.8	Engagements de retraite	19
6.2	Résultat exceptionnel	9	9	Engagements financiers hors bilan	20
6.3	Impôt sur les bénéfiques	9	9.1	Engagements financiers reçus hors bilan : lignes de crédit reçues et non tirées	20
7	Notes sur le Bilan	11	10	Plans d'attribution d'actions gratuite.	20
7.1	Immobilisations financières	11			
7.2	Créances	13			
7.3	Valeurs mobilières de placement et actions propres	13			
7.4	Charges constatées d'avance	14			
7.5	Charges à répartir	14			
7.6	Écart de conversion sur créances et dettes étrangères	14			

Comptes annuels sociaux – Ipsos SA

1 Compte de Résultat

Exercice clos le 31 décembre 2023

En milliers d'euros	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Production vendue de services		363	378
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	6.1	363	378
Reprises sur amortissements et provisions transferts de charges		1 041	1 426
Autres produits (Redevances de marques)		46 142	50 307
Produits d'exploitation		47 546	52 111
Autres achats et charges externes		4 479	4 861
Impôts taxes et versements assimilés		895	423
Salaires et traitements		1 218	3 909
Charges sociales		290	1 098
Dotations aux amortissements et provisions		833	789
Autres charges		3 003	1 943
Charges d'exploitation		10 719	13 024
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		36 827	39 087
Produits financiers de participation		25 498	86 173
Autres intérêts et produits assimilés		8 826	7 880
Reprises sur provisions et transferts de charges		16 836	11 142
Différences positives de change		3 788	10 510
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		904	-
Produits financiers		55 852	115 704
Dotations financières aux amortissements et provisions		28 271	16 836
Intérêts et charges assimilées		18 190	16 379
Différences négatives de change		14 212	4 663
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		-	7 802
Charges financières		60 673	45 680
RÉSULTAT FINANCIER		(4 821)	70 024
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS		32 006	109 111
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		-	-
Produits exceptionnels sur opérations en capital		-	-
Reprises sur provisions		-	-
Produits exceptionnels		-	-
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		185	-
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		-	-
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		-	-
Charges exceptionnelles		185	-
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	6.2	(185)	-
Impôt sur les bénéfices	6.3	5 038	4 282
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		26 784	104 829

2 Bilan

Exercice clos le 31 décembre 2023

En milliers d'euros	Notes	31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Concessions brevets, marques et droits similaires		-	-	-	-
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	5.2				
Participations		1 056 818	12 190	1 044 628	1 027 101
Créances rattachées à des participations		302 093	-	302 093	308 242
Autres immobilisations financières		565	-	565	-
ACTIF IMMOBILISÉ		1 359 476	12 190	1 347 286	1 335 343
CRÉANCES	5.3				
Créances clients et comptes rattachés		8 447	420	8 026	5 096
Autres créances		74 315	-	74 315	88 005
DIVERS					
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : 400 177)	5.5	1 800	-	1 800	1 786
Disponibilités		6 468	-	6 468	131 106
COMPTES DE RÉGULARISATION					
Charges constatées d'avance	7.4	146	-	146	15
ACTIF CIRCULANT		91 176	420	90 756	226 010
Charges à répartir sur plusieurs exercices	7.5	516	-	516	929
Écart de conversion actif	7.6	16 172	-	16 172	16 836
TOTAL ACTIF		1 467 340	12 520	1 454 730	1 579 118
Capital social, dont versé : 10 801		10 801	-	10 801	11 063
Primes d'émission, de fusion, d'apport		447 537	-	447 537	496 991
Réserve légale		1 133	-	1 133	1 133
Réserves statutaires ou contractuelles		50	-	50	50
Réserves réglementées		-	-	-	-
Autres réserves		4	-	4	4
Report à nouveau		377 316	-	377 316	332 229
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		26 784	-	26 784	104 829
Provisions règlementées		50	-	50	50
CAPITAUX PROPRES	7.7	863 675	-	863 675	946 350
Provisions pour risques	7.8	16 216	-	16 216	17 496
Provisions pour charges		-	-	-	-
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		16 216	-	16 216	17 496
DETTES FINANCIÈRES	7.9				
Autres emprunts obligataires		302 410	-	302 410	302 410
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		96 566	-	96 566	154 699
Emprunts et dettes financières divers		-	-	-	-
DETTES D'EXPLOITATION	7.10				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 283	-	1 283	1 407
Dettes fiscales et sociales		1 302	-	1 302	3 729
DETTES DIVERSES	7.11				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		-	-	-	-
Autres dettes		169 554	-	169 554	149 561
COMPTES DE RÉGULARISATION					
Produits constatés d'avance		-	-	-	-
DETTES		571 115	-	571 115	611 807
Écarts de conversion passif	7.6	3 724	-	3 724	3 466
TOTAL PASSIF		1 454 730	-	1 454 730	1 579 118

3 Tableau des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 décembre 2023.

En milliers d'euros	Exercice 2023	Exercice 2022
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
Résultat net	26 874	104 829
Eléments non monétaires sans incidence sur la trésorerie		
Moins-value (plus-value) sur cession d'actifs	-	-
Dotations des charges réparties sur plusieurs exercices	-	-
Variation des autres provisions	10 814	4 693
Variation de la prime de fusion	-	-
Autres éléments	3 587	(6 813)
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	41 185	102 710
Diminution (augmentation) des créances clients	(3 580)	(2 987)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs	(98)	(288)
Augmentation (diminution) des intérêts courus sur dettes financières	90	(201)
Diminution (augmentation) des autres créances et autres dettes	31 078	66 963
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	27 490	63 487
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION	68 675	166 197
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Acquisition (diminution) de titres de participation	(29 626)	(2 546)
Produits des cessions d'actifs corporels et incorporels	-	-
Produits des cessions de titres de participations	-	-
Diminution (augmentation) des autres immobilisations financières	(47 127)	(12 631)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations	-	-
FLUX DE TRESORERIE AFFECTES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS	(76 753)	(15 177)
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital	(263)	(46)
Diminution (augmentation) des actions propres	148	95
Emission d'emprunts à long terme	-	-
Remboursement d'emprunts à long terme	(57 134)	(30 000)
Frais d'émission d'emprunts	413	372
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme	-	-
Dividendes versés aux actionnaires	(59 563)	(51 066)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS DE FINANCEMENT	(116 399)	(80 645)
Disponibilités à l'ouverture	132 345	61 970
Variation nette de la trésorerie	(124 477)	70 375
DISPONIBILITES A LA CLOTURE	7 868	132 345

ANNEXE

Exercice clos le 31 décembre 2023.

4 Faits marquants de l'exercice

Les principaux événements significatifs intervenus au cours de l'exercice 2023 sont décrits ci-dessous :

- Aucun fait marquant au cours de l'exercice.

5 Règles et méthodes comptables

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur en France. Ces règles figurent principalement dans les textes suivants : Code de Commerce, Décret du 23 novembre 1983, Règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au Plan Comptable Général.

Les comptes annuels intègrent les dispositions du règlement 2015-05 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture dont l'application est obligatoire à compter de l'exercice 2017.

Le règlement, qui a pour objectif de préciser les modalités de comptabilisation des instruments financiers à terme et des opérations de couverture, est sans impact significatif sur les comptes annuels d'IPSOS SA.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

5.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire, selon la durée de vie prévue :

- | | |
|--------------------------------------|------------|
| ○ logiciels informatiques | 1 à 3 ans |
| ○ agencements et installations | 10 ans |
| ○ matériel de bureau et informatique | 1 à 3 ans |
| ○ mobilier de bureau | 5 à 10 ans |

5.2 Immobilisations financières

La valeur brute des titres de participation est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Les créances rattachées aux participations regroupent les prêts à long ou moyen terme et les avances consolidables destinées à être ultérieurement capitalisées, consentis à des sociétés dans lesquelles l'entreprise possède une participation.

Les titres de participation font l'objet d'une évaluation globale à chaque clôture pour s'assurer que la valeur nette comptable n'excède pas leur « valeur recouvrable », autrement dit la valeur la plus élevée entre la juste valeur et la valeur d'utilité.

La juste valeur peut être basée sur la quote-part des capitaux propres de la filiale ou des multiples de chiffre d'affaires et de résultat retenus lors de transactions récentes, tenant compte des niveaux d'activité, de la rentabilité passée ou prévisible et des facteurs économiques, financiers ou sectoriels.

La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs. Les estimations sont faites sur la base de données prévisionnelles provenant de budgets et plans établis par la direction. Le taux d'actualisation retenu intègre le taux de rendement attendu par un investisseur et la prime de risque propre à l'activité du Groupe. Le taux de croissance à l'infini retenu dépend des zones géographiques.

Les acquisitions réalisées par le Groupe le sont exclusivement dans le domaine des études. En conséquence, le Groupe acquiert des sociétés de service dont la valeur est estimée non pas en considération des actifs corporels mais en fonction de sa position actuelle et future sur le marché des études tant en termes de propension à générer du bénéfice que de sa faculté à exploiter l'expérience acquise dans ce métier.

La société a retenu l'option de comptabiliser les frais d'acquisition sur les titres de participation à l'actif dans le coût d'entrée de ces titres de participation conformément à l'avis du comité d'urgence du Conseil National de la Comptabilité n° 2007-C du 15 juin 2007.

5.3 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour créance douteuse est enregistrée au cas par cas, après analyse menée dans le cadre du processus de recouvrement des créances mis en place.

5.4 Engagements de retraite

Après calcul des engagements de retraite selon la méthode rétrospective, il ressort que ceux-ci ne sont pas significatifs. Ils sont présentés en Engagement Hors bilan (cf. Note 8.8).

5.5 Valeurs mobilières de placement et actions propres

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition. Elles font l'objet d'une provision lorsque le cours moyen du dernier mois est inférieur à la valeur d'achat.

Les actions propres sont comptabilisées à leur valeur d'achat. Une provision est pratiquée lorsque la valeur de fin d'exercice est inférieure à la valeur d'achat.

5.6 Opérations en devise

Les opérations en devises sont enregistrées pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les créances, dettes et disponibilités en devises sont converties sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice à l'exception des avances consolidables qui ne sont pas réestimées.

Les gains et pertes latents, qui résultent de la conversion au taux de change de clôture des créances et des dettes, sont inscrits aux postes « écarts de conversion » respectivement au passif et à l'actif du bilan. Ceux constatés sur les disponibilités sont enregistrés au compte de résultat.

Les pertes latentes de change non couvertes font l'objet d'une provision pour risques sauf lorsque, pour des opérations dont les termes sont suffisamment voisins, les gains et pertes latents peuvent être considérés comme concourant à une position globale de change.

Par ailleurs, et conformément à l'article 420-6 du Plan Comptable Général, il n'est pas constitué de provision pour perte de change pour les emprunts affectés à l'acquisition de titres de participations de sociétés payés avec la même devise que celle de l'emprunt.

Les instruments financiers SWAP de taux sont évalués à leur valeur de marché. Les plus ou moins-values latentes sont prises en compte dans le résultat de l'exercice (application de la règle du Mark to market).

5.7 Recours à des estimations

Ipsos a évalué les conséquences des risques climat sur son activité à court et moyen terme et a conclu que les impacts attendus tant sur le modèle d'affaires que sur l'évolution du chiffre d'affaires, de la marge et des hypothèses retenues pour la réalisation des tests de dépréciation des actifs sont non significatifs.

Aucune modification spécifiquement liée aux risques climat n'a donc été intégrée dans les principales estimations retenues par le groupe dans le cadre de l'arrêté des comptes au 31 décembre 2023.

Depuis le 31 juillet 2023, une proposition de loi, visant à imposer de fortes restrictions sur les sociétés qui analysent la structure de consommation en Russie, est en cours d'examen à la Douma. Même s'il subsiste des incertitudes sur le contenu final de la loi et son calendrier de mise en œuvre, elle prévoit - à ce stade et parmi d'autres dispositions restrictives - de limiter à 20 % la détention de telles sociétés par des intérêts étrangers. Compte tenu des risques que fait peser cette proposition de loi sur la pérennité de nos activités en Russie, même s'il n'est pas clairement établi que son objet inclut les activités d'Ipsos, nous avons, par prudence, pris la décision de déprécier les titres relatifs à notre activité en Russie.

L'activité relative à la filiale russe est non significative au regard des revenus du Groupe (2%).

Les entités d'Ipsos se conforment aux lois applicables dans la conduite de leurs activités dans le monde, y compris les sanctions applicables et les lois relatives au contrôle des exportations.

6 Notes sur le compte de résultat

6.1 Ventilation du chiffre d'affaires

En milliers d'euros	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	31/12/2023	31/12/2022
Personnel facturé	277		277	277
Frais facturés	86		86	101
Total	363		363	378

6.2 Résultat exceptionnel

En milliers d'euros	Charges	Produits
Nature des charges et produits		
Produits exceptionnel divers		
Amortissement dérogatoires		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	185	
Total	185	-

6.3 Impôt sur les bénéfices

6.3.1 Périmètre d'intégration fiscale

Notre société en vertu d'une adhésion pour 5 exercices, en date du 30 octobre 1997, renouvelée par tacite reconduction, participe au Groupe fiscal organisé ainsi :

- o Ipsos SA : société "tête de Groupe"
- o Filiales intégrées : Ipsos (France), Popcorn Media, Ipsos Observer, Espaces TV Communication, Synthésio SAS

L'impôt Groupe fiscal Ipsos SA est réparti de la manière suivante :

- o Pour les filiales intégrées : elles prennent en charge l'impôt qui aurait été le leur en l'absence d'intégration fiscale,
- o Pour la société tête de groupe fiscal : elle prend à sa charge (ou à son profit), la différence entre l'impôt Groupe et la somme des impôts (contribution 3,3% incluse) déterminés par les filiales intégrées fiscalement.

L'impôt Groupe fiscal Ipsos SA s'analyse ainsi :

En milliers d'euros	31/12/2023
Impôt dû au titre d'Ipsos Observer	
Impôt dû au titre d'Ipsos France	2 363
Impôt dû au titre de Popcorn	273
Impôt dû au titre d'Espace TV	165
Impôt dû au titre de Synthésio SAS	
Impôt dû au titre de Synovate	
Impôt dû / (à recevoir) au titre d'Ipsos SA	2 237
Impôt Ipsos dû par le Groupe	5 038

6.3.2 Répartition de l'impôt sur les bénéfices

En milliers d'euros	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	32 006	5 066	26 940
Résultat exceptionnel (1)	(185)	(29)	(156)
Résultat Comptable	31 822	5 038	26 784

(1) Charge de gestion dans le cadre du plan de rachat d'actions.

6.3.3 – Situation fiscale différée et latente

En milliers d'euros	31/12/2023
DETTE FUTURE D'IMPÔT SUR :	
Écart de conversion actif	4 043
TOTAL ACCROISSEMENTS	4 043
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante):	63
Organic	
Écart de conversion passif	931
Provision pour perte de change	4 043
TOTAL ALLEGEMENTS	5 037
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	994

7 Notes sur le Bilan

7.1 Immobilisations financières

7.1.1 Mouvements de l'exercice 2023

En milliers d'euros	31/12/2022	Augmentations	Diminutions	Reclassements	31/12/2023
Participations (1)	1 027 192	29 626			1 056 818
Créances rattachées à des participations	308 242		(6 149)		302 093
Autres immobilisations financières		565			565
Valeur Brute	1 335 434	30 191	(6 149)		1 359 476
Provisions sur titres de participations	91	12 099			12 190
Provisions sur autres immobilis. Financières					
Amortissement et dépréciation	91	12 099			12 190
Valeur Nette	1 335 343	18 092			1 347 286

(1) Voir 7.1.2.1

7.1.2 Échéancier des créances financières

En milliers d'euros	Montant brut	1 an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	302 093	30 093	272 000
Prêts	-	-	-
Autres immobilisations financières	-	-	-
Total	302 093	30 093	272 000

7.1.2.1 Liste des filiales et participations

Sociétés (en milliers d'euros)	Capital	Quote-part %	Valeur comptable des titres détenus		Résultat 2023	Dividendes encaissés sur 2023
			Brute	Nette		
Ipsos France	43 710	100,00%	65 898	65 898	8 846	2 322
Ipsos STAT SA	1 722	53,66%	1 432	1 432	14 654	2 951
Ipsos Océan Indien	50	50,40%	528	528	60	0
Ipsos Antilles	188	100,00%	917	826	(10)	0
Ipsos Strategic Puls SAS	37	100,00%	10 308	10 308	-	0
Ipsos MORI UK Ltd	1 515	99,90%	5 765	5 765	14 424	0
Price Search	30	100,00%	3 574	3 574	(26)	0
Ipsos Interactive Services Ltd	320	100,00%	10 792	5 332	(268)	0
Ipsos EMEA Holding Limited	120	100,00%	308 725	308 725	(438)	0
Ipsos Limited	1 000	100,00%	1 564	1 564	284	0
Ipsos GmbH	562	100,00%	28 085	28 085	2 817	0
Trend.test GmbH	100	100,00%	67	67	152	0
Ipsos Srl	2 000	100,00%	27 334	27 334	2 677	3 019
Ipsos Iberia, SA	61 937	100,00%	65 221	65 221	2 869	1 313
Ipsos Holding Belgium	221 429	100,00%	221 429	221 429	6 909	0
IPSOS HUNGARY ZRT	42	100,00%	8 264	8 264	24	0
APEME	150	25,00%	586	586	109	0
Ipsos America, Inc.	15 059	100,00%	96 199	96 199	(36 421)	8 429
Ipsos CCA Inc	2 285	100,00%	3 973	3 973	(308)	0
Ipsos, Inc. (Puerto Rico)	713	100,00%	952	952	237	0
Ipsos TMG SA	-15	49,00%	477	477	393	0
Ipsos Asia Limited	628	0,00%	0	0	(523)	0
Ipsos Limited	0	100,00%	0	0	347	0
Ipsos Asia Ltd	628	100,00%	66 524	66 524	(523)	0
Ipsos Pte Ltd	7 017	100,00%	2 131	2 131	1 276	0
Ipsos China Limited	2	100,00%	8	8	(3 288)	0
Ipsos Co., Ltd	2 601	100,00%	3 086	3 086	4 531	0
PT Ipsos Market Research	191	85,83%	308	308	1 856	0
IPSOS SDN BHD	368	99,99%	379	379	2 408	1 288
Ipsos LLC	36	51,00%	58	58	1 001	0
Ipsos Pty Ltd	9 391	100,00%	8 242	8 242	(2 010)	0
Ipsos Public Affairs Pty Ltd	161	100,00%	3 513	3 513	1 708	0
Apoyo Pérou	753	21,73%	54	54	1 933	0
AGB STAT Ipsos SAL	118	30,00%	42	42	(100)	0
Ipsos NPD Inc.	4 914	100,00%	4 971	4 971	(108)	0
Ipsos Corp.	31 329	100,00%	33 415	33 415	(4 326)	0
Ipsos Napoleon Franco&Cia SAS	4 986	10,86%	1 699	1 699	682	0
Ipsos Sp. z o. o.	2 004	100,00%	2 386	2 386	1 541	1 170
Ipsos AB	19	100,00%	6 026	6 026	1 728	251
Ipsos Central Eastern Europe	4	0,00%	3 437	0	-	0
Ipsos Comcon LLC	514	100,00%	3 202	0	8 787	398
IPSOS s.r.o.	777	79,20%	3 961	3 961	1 613	796
Ipsos SA	72	51,70%	65	65	5 438	3 056
Ipsos Research Pvt.Ltd	337	100,00%	7 523	7 523	5 500	0
Ipsos	624	60,00%	17 215	17 215	5 357	0
Ipsos Nigeria Limited	158	80,00%	90	90	732	0
Ipsos (East Africa) Limited	-7	30,00%	79	79	-	0
Ipsos-Opinion S.A	24	100,00%	32	32	(64)	0
Ipsos Digital S.R.L.	10	100,00%	6 490	6 490	1 340	503
Synovate SRO	1	100,00%	1 403	1 403	-	0
Behavior & Attitudes	2	100,00%	10 027	10 027	327	0
Autres			8 358	8 358		0
Total			1 056 819	1 044 629	55 142	25 498

7.2 Créances

7.2.1 Échéancier des créances

En milliers d'euros	Montant brut	1 an au plus	Plus d'un an
Clients douteux ou litigieux	-	-	-
Fournisseurs avances et acomptes versées	4	4	-
Autres créances clients	-	-	-
Clients - facture à établir	743	743	-
Personnel et comptes rattachés	126	126	-
État, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	-	-	-
État, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	419	419	-
Groupes et associés	2 391	2 391	-
Débiteurs divers ¹	71 375	71 375	-
Charges constatées d'avance	-	-	-
Total	75 057	75 057	-

¹ Refacturation de 71 M€ aux filiales au titre de la livraison des actions gratuites aux salariés de celles-ci.

7.2.2 Provisions pour dépréciations clients

En milliers d'euros	31/12/2022	Dotations	Reprises	31/12/2023
Provisions pour dépréciations des comptes de clients	425	420	(425)	420
Total Provisions	425	420	(425)	420

7.3 Valeurs mobilières de placement et actions propres

Au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022, le poste valeurs mobilières de placement au bilan se détaille comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2023	31/12/2022
Actions Propres	400	548
Valeur mobilière de placement	1 400	1 238
Total	1 800	1 786

- **Actions propres détenues en direct :**

- Au 31 décembre 2023, Ipsos SA détient 9 705 actions. La valeur de l'action Ipsos au 31 décembre 2023 est de 56,75 euros.

- **Actions propres détenues au travers d'un contrat de tenue de marché :**

- Le 31 décembre 2023, Ipsos SA détient au travers d'un contrat de tenue de marché 7 052 actions propres à 56,75 euros.

7.4 Charges constatées d'avance

En milliers d'euros	31/12/2023	31/12/2022
CHARGES D'EXPLOITATION		
CCA divers	126	-
CCA assurance	19	15
Total	145	15

7.5 Charges à répartir

En milliers d'euros	31/12/2022	Augmentations	Amortissements	31/12/2023
Frais émission emprunts	929	-	413	516
Total	929	-	413	516

7.6 Écart de conversion sur créances et dettes étrangères

En milliers d'euros	Actif Perte latente	Provision pour perte de change	Passif Gain latent
Immobilisations financières			
Créances nettes			
Dettes financières	14 049	14 049	3 522
Dettes d'exploitation	2 123	2 123	202
Total	16 172	16 172	3 724

7.7 Capitaux propres

7.7.1 Composition du capital social

	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	43 203 225	-	-	0.25
Exercice d'options de souscription d'actions	-	-	-	-
Diminution de capital	-	-	(1 050 000)	0.25
Emission d'actions d'apport	-	-	-	-

7.7.2 Capitaux propres

En milliers d'euros	Capital	Primes	Autres réserves	Report à nouveau	Provisions réglementées	Résultat de l'exercice	Total
Solde au 31/12/2022	11 063	496 991	1 187	332 229	50	104 829	946 350
Autres	-	-	-	(180)	-	-	(180)
Provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	-
Diminution de capital par annulation d'action	(263)	(49 454)	-	-	-	-	(49 716)
Diminution de capital par émission d'action d'apport	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation de capital par levées d'option	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation de capital par incorporation du report à nouveau	-	-	-	-	-	-	-
Prime de fusion	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes distribués	-	-	-	(59 563)	-	-	(59 563)
Affectation du résultat	-	-	-	104 829	-	(104 829)	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	26 784	26 784
Solde au 31/12/2023	10 801	447 537	1 187	377 316	50	26 784	863 675

7.8 Provisions pour risques

En milliers d'euros	31/12/2022	Dotations	Reprises	31/12/2023
Provisions pour pertes de change	16 836	16 172	(16 836)	16 172
Autre provision pour risque	660	44	(660)	44
Total Provisions pour risques et charges	17 496	16 216	(17 496)	16 216

7.9 Emprunts et dettes financières

La prime de remboursement d'emprunt est amortie sur la durée de l'emprunt.

7.9.1 Variation des emprunts et dettes financières

En milliers d'euros	31/12/2022	Augmentations	Diminutions	Change	Reclassement	31/12/2023
Autres emprunts obligataires	302 410	2 410	(2 410)	-	-	302 410
Emprunts et dettes financières	154 699	70 090	(127 129)	(1 089)	-	96 566
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	-	-	-
Total	457 109	72 499	(129 544)	(1 089)	-	398 976

7.9.2 Échéancier des emprunts et dettes financières

En milliers d'euros	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an, moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Autres emprunts obligataires	302 410	2 410	300 000	-
Emprunts et dettes financières	96 566	20 085	76 481	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	-
Total	398 976	22 495	376 481	0

7.10 Dettes d'exploitations

En milliers d'euros	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an, moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	1 283	1 283	-	-
Personnel et comptes rattachés	63	63	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	29	29	-	-
Etat : impôt sur les bénéfices	1 035	1 035	-	-
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	21	21	-	-
Etat : obligations cautionnées	-	-	-	-
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	153	153	-	-
Total	2 585	2 585	-	-

7.11 Dettes diverses

En milliers d'euros	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an, moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Groupe et associés	98 487	98 487	-	-
Autres dettes ¹	71 060	71 060	-	-
Total	169 547	169 554	-	-

¹ Dont 71 millions d'euros correspondant à des actions Ipsos à livrer aux salariés du Groupe Ipsos dans le cadre des plans d'actions gratuites.

8 Engagements financiers et autres informations

8.1 Engagements financiers

Engagements donnés (en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Lettres de confort / Garanties	44 498	79 379
Engagement de rachat des minoritaires / Actionnaires	80 159	41 877
Total	124 657	121 256

8.2 État des produits à recevoir et charges à payer

En milliers d'euros	31/12/2023	31/12/2022
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	743	108
Clients - Factures à établir	743	108
AUTRES CREANCES	251	-
Fournisseurs- Avoirs non parvenus	-	-
Dividendes à recevoir	251	-
Total des produits à recevoir	994	108
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	2 851	2 762
Intérêts courus sur emprunts	2 851	2 762
DETTES FOURNISSEURS & COMPTES RATTACHES	773	840
Factures non parvenues	773	840
AUTRES DETTES	-	-
Clients – Avoirs à établir	-	-
DETTES FISCALES ET SOCIALES	64	48
Provision pour congés payés	12	-
Provision prime de vacances	13	15
Provision taxe d'apprentissage	18	18
Provision formation continue	9	9
Provision pour charges sur congés payés	-	-
Provision pour charges sur prime de vacances	7	7
Dettes provisionnées	5	-
État – Autres charges	-	-
État – Provision pour charges sur prime	-	-
AUTRES DETTES	71 060	87 417
Charges à payer ¹	71 060	87 417
Total des charges à payer	74 748	91 067

¹ Dont 71 millions d'euros correspondant à des actions Ipsos à livrer aux salariés du Groupe Ipsos dans le cadre des plans d'actions gratuites.

8.3 Informations concernant les entreprises liées

En milliers d'euros	Entreprises liées	Participations ¹	Dettes, créances en effets comm.
ACTIF IMMOBILISE			
Participations	-	1 056 818	-
Créances rattachées à des participations	-	302 093	-
Autres immobilisations financières	-	-	-
ACTIF CIRCULANT			-
Créances clients et comptes rattachés	591	6 693	-
Autres créances	360	576	71 060
DETTES			-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22	1	1 384
Autres dettes	297	94 976	86 457
CHARGES FINANCIERES			-
Dotation provision dépréciation créances rattachées à des participations	-	-	-
Dotation provision dépréciation titres	-	12 190	-
Dotation et reprise de provision autres créances	-	-	-
Intérêts des emprunts	2 039	-	-
Abandons de créances	91	-	-
PRODUITS FINANCIERS			-
Intérêts de la période des comptes courants	-	8 825	-

¹Filiales détenues directement par Ipsos SA

8.4 Instruments financiers

En milliers d'euros	31/12/2023	31/12/2022
Des swaps de taux d'intérêt ont été mis en place afin de couvrir les échéances de paiement des intérêts. Au 31 décembre 2023, les en-cours de swaps de taux avaient une valeur de marché de 0 euros	-	-

8.5 Effectif moyen

Effectif	Personnel	Personnel à la disposition de l'entreprise
Cadres	1	-
Total	1	-

8.6 Rémunération des dirigeants

En 2023, la rémunération totale et les avantages en nature versés par la société aux dirigeants s'élèvent à 1 218 003 €

8.7 Événement post-clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.

8.8 Engagements de retraite

Les engagements de retraite d'Ipsos SA s'élèvent à 6 775 euros au 31 décembre 2023.

Pour les régimes à prestations définies, les estimations des obligations du Groupe sont calculées, conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode prend en compte sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié pour un maintien au sein du Groupe jusqu'au départ à la retraite, le niveau de rémunération future, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation de 3.12%.

31/12/2023	31/12/2022
Cadres et Non Cadres	Cadres et Non Cadres
Départ volontaire : 100%	Départ volontaire : 100%
Âge de départ : 60-67 ans	Âge de départ : 60-67 ans
Taux de charges sociales : 50%	Taux de charges sociales : 50%
Indemnité de fin de carrière : selon convention Syntec départ à la retraite	Indemnité de fin de carrière : selon convention Syntec départ à la retraite
Taux de Turn-Over : spécifique Ipsos selon catégorie (0 après 50 ans)	Taux de Turn-Over : spécifique Ipsos selon catégorie (0 après 50 ans)
Table de mortalité : Insee 2023	Table de mortalité : Insee 2022
Taux de progression des salaires : 1.5%/ an	Taux de progression des salaires : 1.5%/ an
Taux d'actualisation : 3.12% Corporate AA = 10 ans	Taux d'actualisation : 3.70% Corporate AA = 10 ans

9 Engagements financiers hors bilan

9.1 Engagements financiers reçus hors bilan : lignes de crédit reçues et non tirées

En milliers d'euros	31/12/2023	31/12/2022
Inférieur à un an	20 000	40 000
Entre 1 et 5 ans	456 000	481 000
Supérieur à 5 ans	-	-
Total	476 000	521 000

10 Plans d'attribution d'actions gratuite.

Le Conseil d'administration d'Ipsos SA procède, comme chaque année depuis 2006, à la mise en place de plans d'attribution gratuite d'actions de la Société au bénéfice de résidents français et internationaux, dirigeants mandataires sociaux et salariés d'Ipsos. Avant le plan mis en œuvre en 2018, ces actions n'étaient acquises par les bénéficiaires qu'après un délai d'acquisition de deux ans, et à condition que le bénéficiaire soit encore salarié ou mandataire social d'Ipsos à cette date. À compter de 2018, la période d'acquisition a été portée à trois ans.

- En mai 2023, Ipsos SA a effectué la livraison de 617 232 actions gratuites aux salariés dans le cadre du plan d'attribution d'actions gratuites de mai 2020. Le prix d'exercice par action était de 21,50 €

Les caractéristiques des plans d'attribution gratuite d'actions qui restaient en vigueur à l'ouverture de l'exercice sont les suivantes :

Date d'allocation aux bénéficiaires	Nature des actions	Nombre de personnes concernées	Nombre d'actions attribué initialement	Date d'acquisition	Nombre d'actions en vigueur au 01/01/2023	Accordées au cours de l'exercice	Annulées au cours de l'exercice	Reclassées au cours de l'exercice	Livrées au cours de l'exercice	Nombre d'actions en vigueur au 31/12/2023
28/05/2020	Actions ordinaires	1 086	715 075	28/05/2023	629 347	-	-12 115	-	-617 232	0
Sous-Total 2020 Plan		1 086	715 075		629 347	-	-12 115	-	-617 232	0
31/03/2021	Actions ordinaires	308	162 062	31/03/2024	145 977	0	-7 930	-	0	138 047
27/05/2021	Actions ordinaires	980	431 806	27/05/2024	399 457	0	-20 590	-	0	378 867
Sous-Total 2021 Plan		1 288	593 868		545 434,00	0	-28 520	-	0	516 914
17/05/2022	Actions ordinaires	1 149	443 812	17/05/2025	440 925		-30 561			410 364
Sous-Total 2022 Plan		1 149	443 812		440 925	-	-30 561	-	0	410 364
16/05/2023	Actions ordinaires	1 200	405 853	16/05/2026		405 853	-10 913			394 940
Sous-Total 2023 Plan		1 200	405 853		0	405 853	-10 913	-	0	394 940
Total des plans d'attribution gratuite d'actions					1 615 706	405 853	-82 109	0	-617 232	1 322 218